

REPUBLIQUE FRANCAISE	dossier n° PC04629622X0004
<p data-bbox="240 360 671 427">Commune de SAINT-VINCENT-RIVE-D'OLT</p> 	<p data-bbox="743 338 1018 367">Date de dépôt : 05/10/2022</p> <p data-bbox="743 378 1331 407">Date d'affichage en Mairie de l'avis de dépôt : 05/10/2022</p> <p data-bbox="743 418 1075 448">Demandeur : GUNIET Sébastien</p> <p data-bbox="743 459 1011 488">Pour : Construction garage</p> <p data-bbox="743 499 1267 566">Adresse terrain : 235 Route de Ventéjous, Cournou 46140 SAINT-VINCENT-RIVE-D'OLT</p>

ARRÊTÉ

accordant avec prescriptions un permis de construire au nom de la commune de SAINT-VINCENT-RIVE-D'OLT

Le Maire de SAINT-VINCENT-RIVE-D OLT,

Vu la demande de permis de construire pour une maison individuelle et/ou ses annexes présentée le 05/10/2022 par Monsieur GUNIET Sébastien, demeurant : 235 route de ventéjous, 46140 SAINT-VINCENT-RIVE-D'OLT;
Vu l'objet de la demande :

Pour : Construction garage ;

Sur un terrain situé : 235 Route de Ventéjous, Cournou, 46140 SAINT-VINCENT-RIVE-D'OLT;

Références cadastrales : AN 22 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé par délibération du Conseil municipal du 05 Février 2013;

Vu la zone N et Ub du document d'urbanisme en vigueur ;

Vu les pièces complémentaires reçues en mairie en date du 20/10/2022 ;

Considérant l'Article U 11 du règlement du PLU en vigueur indiquant : « Elles seront construites dans des matériaux en cohérence ou en harmonie avec le bâtiment principal. L'intégration paysagère des annexes fera partie intégrante des demandes de permis de construire. » ;

Considérant que le projet prévoit la construction d'un garage avec une toiture une pente recouverte d'éverite couleur tuile ;

Considérant que le projet peut être accordé avec prescriptions conformément à l'Article U 11 du règlement du PLU en vigueur ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

Le permis de construire PC04629622X0004 est ACCORDE sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'Article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2

La toiture sera composée de tuiles de terre cuite de teinte rouge à brun uni identiques à la toiture de la maison.

SAINT-VINCENT-RIVE-D OLT, le 28/11/2022

Le Maire, Monsieur DEBAR Raoul



Remarque importante : Toute modification du projet, tel que présenté dans la présente demande de permis de construire, devra faire l'objet d'une demande de permis de construire modificatif. Tout changement non déclaré et réalisé peut entraîner la non-conformité de la construction au regard du code de l'urbanisme.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme et en application du décret n°2014-1661 du 29 décembre 2014, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s).

Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.